

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	09.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Armeekritik
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Gesellschaftliche Debatte
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Benteli, Marianne
Bühlmann, Marc
Caretto, Brigitte
Füzesséry, Alexandre
Gilg, Peter
Huguenet, François
Junker, Beat
Künzler, Johanna
Longchamp, Claude
Meuwly, Christian
Porcellana, Diane
Terribilini, Serge

Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Bühlmann, Marc; Caretti, Brigitte; Füzesséry, Alexandre; Gilg, Peter; Huguenet, François; Junker, Beat; Künzler, Johanna; Longchamp, Claude; Meuwly, Christian; Porcellana, Diane; Terribilini, Serge 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Armeekritik, Gesellschaftliche Debatte, 1977 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 09.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Landesverteidigung	1
Landesverteidigung und Gesellschaft	1
Militäreinsätze	3
Militärorganisation	3
Ausrüstung und Beschaffung	4
Zivildienst und Dienstverweigerung	4
Bevölkerungsschutz	5
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	5
Parteien	5
Grosse Parteien	5
Verbände	6
Überparteiliche politische Interessen / Think Tanks	6

Abkürzungsverzeichnis

SiK-NR	Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
GSoA	Gruppe für eine Schweiz ohne Armee
SOG	Schweizerische Offiziersgesellschaft
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement, heute: Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS)

CPS-CN	Commission de la politique de sécurité du Conseil national
USS	Union syndicale suisse
GSsA	Groupe pour une Suisse sans Armée
SSO	Société Suisse des Officiers
DMF	Département militaire fédéral, aujourd'hui: Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)

Allgemeine Chronik

Landesverteidigung

Landesverteidigung und Gesellschaft

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 21.12.1977
PETER GILG

Als empfindliche Beeinträchtigung der inneren Voraussetzungen wird von militärischer Seite die Beschränkung der finanziellen Mittel gewertet. Obwohl sich hohe Repräsentanten der Armee wiederholt über Mängel im Rüstungsstand beklagten, wurde das Landesverteidigungsbudget ftlr 1978 gegenüber der ursprünglichen Planung um insgesamt Neun Prozent gekürzt: ein erstes Mal bei der Revidierung des Finanzplans zu Beginn des Jahres und ein zweites Mal bei der Aufstellung des Voranschlags nach dem negativen Finanzentscheid des Volkes am 12. Juni. Die budgetierten Verteidigungsausgaben fielen damit erneut unter diejenigen des Vorjahres, was wiederum vor allem durch Abstriche beim Zivilschutz erreicht wurde. Jedoch nicht nur die äusserste Linke, auch die Sozialdemokraten strebten eine stärkere Beschränkung an. Sie konnten sich dabei auf eine Repräsentativumfrage berufen, nach welcher die Ansicht ziemlich allgemein vorherrscht, dass man bei den **Verteidigungsaufwendungen am ehesten sparen könnte**. So verlangte die SP-Fraktion im März nach der Verabschiedung des revidierten Finanzplans durch den Nationalrat, die Regierung solle einen Bericht über die Entwicklung der Militärausgaben vorlegen. Dabei regte sie bestimmte Sparmöglichkeiten an und zog auch eine Festsetzung des Anteils des Militärssektors am Total der Staatsausgaben sowie die Einführung des Referendums für Rüstungsprogramme in Betracht. Der Bundesrat machte in seiner Antwort geltend, dass die Verteidigungsausgaben längere Zeit unterdurchschnittlich zugenommen hätten und dass das EMD mit der Einführung einer Finanzplanung den anderen Departementen vorausgegangen sei. Die Hinweise auf konkrete Sparobjekte (Wiederholungskurse, Zahl der höchsten Offiziere, Verfahren bei der Rüstungsbeschaffung, Motorisierung) beurteilte er als wenig ergiebig oder aber für die Kriegsbereitschaft nachteilig; von einem Referendum für Rüstungsprogramme und von einer prozentualen Begrenzung der Militärausgaben befürchtete er eine Beeinträchtigung des erforderlichen Ausbaus der Rüstung.¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 04.06.1981
CHRISTIAN MEUWLY

Champion de la **neutralité** forte, le chef du DMF s'est porté au-devant du courant de refus. «Les pacifiques, c'est nous, c'est l'armée», a-t-il déclaré, prenant pour toile de fond les diverses présentations et défilés qui ont marqué l'année militaire. Des représentants de partis bourgeois ont vu dans la participation de groupements d'obédience marxiste au mouvement pacifiste l'indice d'une manipulation, tandis que des officiers généraux ont relevé son extension rapide et unilatérale. Certains y ont aperçu le résultat d'une guerre psychologique habile, menée à long terme dans le but d'affaiblir la résistance de l'Occident. Commentant l'ensemble des problèmes de conscience soulevés par la défense armée et l'obligation de servir, les chefs militaires ont exprimé leur préoccupation à l'idée que des concessions, propres à aggraver l'effet de la diminution naturelle des effectifs, ne poussent la **Suisse** vers une alternative contraire à sa tradition de milice et de neutralité.²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 23.09.1991
SERGE TERRIBILINI

Le projet de construire une bretelle auto-routière provisoire pour l'organisation du défilé militaire d'Emmen (LU) afin de faciliter l'accès du public **a suscité de vives protestations dans le canton**; les écologistes, la gauche ainsi que les démocrates-chrétiens, représentant ainsi la majorité du Grand Conseil, se sont même prononcés pour l'annulation du défilé. Le DMF et le Département militaire lucernois ont été chargés, en conséquence, de revoir leur conception de cette manifestation. Finalement, il fut décidé d'organiser une journée de l'armée, où celle-ci a notamment été représentée par des expositions, des démonstrations, des représentations et même par deux mini-défilés. Cette manifestation, pour laquelle les Chambres ont débloqué un crédit de CHF 1.5 million, fut organisée par le corps d'armée de campagne 2. L'aspect écologique fut pris en compte, puisque la desserte fut assurée en grande partie par les transports publics.³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 29.08.1994
SERGE TERRIBILINI

Le tenue d'un meeting aérien à Emmen (LU) – **«Air 94»**, organisé à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire des troupes aériennes suisses – **a donné lieu à quelques conflits**. Pour des raisons de sécurité et de protection de l'environnement, le gouvernement lucernois, répondant ainsi aux vœux de la commune concernée, a demandé au DMF que la démonstration soit réduite et que, notamment, l'on renonce à inviter des patrouilles étrangères. Ne désirant pas amputer le programme du meeting, les autorités militaires ont finalement choisi le site de Buochs (NW), lieu pressenti tout d'abord mais abandonné en raison de sa faible capacité.⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 11.06.1998
FRANÇOIS HUGUENET

Les **journées de l'armée 1998 se sont déroulées dans la région de Frauenfeld** au mois de juin. Quelques 130'000 personnes sont venues assister à cette manifestation. Depuis 1991, les forces militaires suisses ne s'étaient plus présentées officiellement à la population. Plusieurs **associations de gauche** (GSsA, Femmes pour la paix) **se sont opposées** à cet important étalage de moyens. Au Conseil national, le groupe écologiste s'en est fait le porte-parole et a déposé une interpellation (Ip. 97.3563) dont l'interrogation principale était de savoir s'il ne serait pas plus opportun d'affecter les quelques trois millions prévus pour les Journées de l'armée 1998 à des mesures en faveur de la promotion de la paix, de la résolution non-violente des conflits et de la promotion de la démocratie.⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 16.04.2019
DIANE PORCELLANA

Le salaire du commandant de corps Daniel Baumgartner, fraîchement nommé au poste d'attaché de défense à Washington, **a été critiqué dans la presse**. Sur décision du Conseil fédéral, il touchera son salaire actuel, de plus de 300'000 francs, durant quatre années supplémentaires. Plusieurs politiciens de gauche et de droite ont manifesté leur incompréhension, puisque son nouveau poste est normalement nettement moins rémunéré. Aucune justification n'a été formulée, en réponse, par le Conseil fédéral.⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 21.12.2019
DIANE PORCELLANA

Les règlements de l'armée ont été adaptés afin de supprimer **l'inaptitude au service militaire pour les personnes transsexuelles**. La conseillère fédérale Viola Amherd a indiqué avoir pris des mesures pour qu'elles ne soient plus discriminées dès 2020.⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 29.05.2020
DIANE PORCELLANA

L'engagement de l'armée dans la lutte contre la Covid-19 a fait l'objet de plusieurs critiques. A plusieurs reprises, des militaires et des membres de la protection civile ont affirmé dans les médias se sentir «inutiles», «désœuvrés» ou prenant la place du personnel médical. Le Syndicat des services publics cantonal genevois a d'ailleurs exprimé son effarement à ce sujet: «il est incompréhensible que les Hôpitaux universitaires Genève (HUG) préfèrent des militaires peu formés à du personnel soignant expérimenté». En réponse à ces plaintes, Thomas Süssli a précisé que l'armée déployait ses troupes sur la base des besoins définis et communiqués par les structures hospitalières. Outre ces sentiments d'inutilité et d'inaptitude, plusieurs mobilisés ont exprimé leurs craintes d'être infectés par le virus dans les casernes ou sur le terrain.

En début de crise, plusieurs voix s'étaient déjà manifestées pour discuter du futur de l'armée. Le conseiller national Fabien Fivaz (verts, NE) – bien que saluant l'engagement de l'armée – demandait d'évaluer quelles missions dévolues à l'armée étaient encore indispensables. Le GSsA a d'ailleurs dressé une liste des priorités futures pour la politique sécurité suisse – remettre en question les missions de sécurité et de défense des forces armées, ne pas renouveler la flotte des avions de combats ni les ressources au sol, miser sur le service civil qui est plus souple et durable que les forces armées. D'autres ont demandé une plus grande perméabilité entre l'armée et la protection civile ou à l'instar de Priska Seiler Graf (ps, ZH) de s'appuyer davantage sur le service civil pour les tâches de soins de longue durée que sur l'armée.⁸

Militäreinsätze

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 23.11.1995
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Le défilé d'un régiment d'infanterie en ville de Genève a provoqué des scènes de violence importantes opposant les forces de police et des jeunes manifestants pacifistes, suite vraisemblablement à des provocations de la part de bandes de casseurs. Le projet même de ce défilé avait suscité de vives polémiques, le GSsA ainsi que la gauche du canton s'y opposant farouchement. Le Conseil d'Etat genevois avait néanmoins accordé son autorisation, ayant obtenu de la part du GSsA l'assurance que le défilé ne serait pas perturbé.⁹

Militärorganisation

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 15.03.1982
BEAT JUNKER

Das **Image der Armee in der Öffentlichkeit** war 1982 im allgemeinen gut. Meinungsumfragen ergaben, dass die Bevölkerung zwar eine weltweite Abrüstung begrüßen würde, im eigenen Lande dagegen den Verteidigungswillen hochhalten möchte. Mehr als solche Sondierungen besagte allerdings vielleicht die Tatsache, dass die nötigen Unterschriften für ein Referendum gegen die Änderung des Militärstrafrechtes im Bereich von Gewaltverbrechen nicht vereinigt werden konnten, und dass Jungsozialisten und andere Gruppen zwar über eine Volksinitiative zur Abschaffung der Armee diskutierten, ein solches Begehren indessen für verfrüht hielten, da es jetzt beim Bürger keine Chancen besässe. In seiner Antwort auf eine Einfache Anfrage betonte der Bundesrat, seiner Auffassung nach sei gewaltloser Widerstand keine echte Alternative zur bewaffneten Abwehr, doch nahmen Behörden und Armeeführung die Friedensbewegung ernst und setzten sich mehrmals in Reden mit ihren Anliegen auseinander. Die schweizerische Offiziersgesellschaft (SOG) publizierte sogar eigene Thesen zur Friedensfrage.¹⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 01.11.1993
MARIANNE BENTELI

Die Soldatenkomitees (SK), die während rund 20 Jahren den «direkten Widerstand in der Armee» gefördert hatten, **lösten sich mangels Perspektive in ihrer bisherigen Form auf**. Die ersten SK wurden zu Beginn der siebziger Jahre gegründet. Ihre Aktivisten trugen «Missstände» in der Armee an die Öffentlichkeit und organisierten Aktionen zum Beispiel für die Fünftageweche, für mehr Ausgang und gegen den Zwang zum «Weitermachen». Sehr aktiv waren die SK auch zu Beginn der achtziger Jahre. Als zentrales Anliegen wurde nun die Abschaffung des Wachdienstes mit Kampfmunition bezeichnet. Mitte der achtziger Jahre wurde es ruhiger um die SK; schliesslich überlebten nur die Organisationen in Basel, Bern und Zürich.¹¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 10.07.1998
FRANÇOIS HUGUENET

Dans l'ensemble, **les conclusions du rapport Brunner ont suscité des réactions favorables** dans la presse et lors de sa mise en consultation. Les partis gouvernementaux ont salué l'ouverture du débat sur la politique de sécurité et le renforcement de la collaboration internationale. Seule l'UDC a émis des réserves face à un engagement plus grand à l'étranger. La CPS du Conseil national s'est prononcée de façon positive et celle du Conseil des Etats a annoncé que la réforme de l'armée devrait avoir lieu avant 2005. La SSO a rappelé que le cœur de compétences de l'armée doit rester la défense. Parmi les détracteurs, l'USS et le GSsA ont critiqué la possibilité de confier à l'armée certaines tâches de police. Le conseiller national Blocher (udc, ZH), seul membre de la Commission Brunner à avoir refusé l'adoption du rapport, a lui présenté ses propres conclusions dans un document intitulé «Mutations stratégiques». Il s'y oppose à «un activisme international déguisé en entreprise morale» et combat une politique de sécurité qu'il estime naïve, hâbleuse et pastichée.¹²

Ausrüstung und Beschaffung

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 10.04.1990
BRIGITTE CARETTI

Ces altérations successives de la décision s'expliquent par les **critiques croissantes** envers cette acquisition, **visant le coût financier, les qualités techniques du F-18 et son adéquation avec les objectifs de la défense suisse**. Si, initialement, c'était surtout le parti socialiste qui s'opposait à cette opération, demandant que le dossier d'évaluation soit rendu public, il a, depuis lors, été rejoint par le parti écologiste et certains partis bourgeois. Ainsi, les démocrates-chrétiens et ceux du centre, s'ils demeurent fondamentalement favorables à l'achat d'un nouvel avion de combat, souhaitent une réflexion plus approfondie, voire le renvoi d'une ou deux années de la décision, ainsi que la réévaluation du F-16. Les radicaux, bien que soutenant leur conseiller fédéral, s'inquiètent néanmoins du montant final de la facture.¹³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 08.05.1992
SERGE TERRIBILINI

Pendant les travaux de la commission du Conseil national, deux événements contradictoires sont venus épaissir le dossier. D'une part, **le GSsA a déposé une initiative populaire** contre l'achat de nouveaux avions de combat qui a connu un succès fulgurant. Ce vent de fronde a constitué une pression importante pour les députés, même si la commission a estimé que cela ne devait pas empêcher l'activité parlementaire de suivre son cours normal. D'autre part, **la Finlande a annoncé qu'elle avait choisi de s'équiper de 64 F/A-18**. Cette nouvelle est venue renforcer le camp des partisans de cet appareil et fut largement exploitée par Kaspar Villiger et le DMF.¹⁴

Zivildienst und Dienstverweigerung

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 15.09.1983
CLAUDE LONGCHAMP

Nur marginal war die Unterstützung eines generellen Antimilitarismus. In einem Buch, das H.A. Pestalozzi mit Beiträgen gesellschaftskritischer Intellektueller herausgegeben hatte, setzten die grundsätzlichen Armeegegner die Debatte über die Notwendigkeit der militärischen Verteidigung aus den 70er Jahren fort. Bereits 1982 war die «Gruppe für eine Schweiz ohne Armee» (GSoA) mit der Begründung, im Zeitalter der Atomwaffen habe das Militär keine dissuasive Wirkung mehr, für die Abschaffung der Armee eingetreten. Damit hatte sie ein Anliegen, das ursprünglich von den Jungsozialisten ausgegangen war, in eine weitere Öffentlichkeit tragen wollen. Das von ihr erwogene Projekt einer Volksinitiative begegnete jedoch weiterhin grossen Widerständen. Vom sympathisierenden Publizisten R. Brodmann wurde sie – allerdings ohne eigentlichen Erfolg – aufgefordert, die Abschaffungsidee durch eine ausformulierte Alternative im Sinne einer «Sozialen Verteidigung» oder einer internationalen Friedensarbeit zu erweitern.¹⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 30.10.1992
SERGE TERRIBILINI

Le Groupe pour une Suisse sans armée (**GSsA**) a **fêté ses dix ans d'existence**. Fondé en 1982 par une centaine de personnes, l'association compte aujourd'hui 30'000 membres. Depuis l'étonnant résultat obtenu par l'initiative «pour une Suisse sans armée» (un tiers de votants l'ont approuvée), le GSsA a montré encore une fois en 1992 qu'il bénéficiait d'un soutien populaire important grâce à son initiative contre le F/A-18, dont la récolte de signatures connut un succès fulgurant. Par ailleurs, à la fin du mois de novembre, lors de son assemblée générale, le GSsA a exprimé l'**intention de lancer**, après la votation sur l'achat du F/A-18, **une ou plusieurs nouvelles initiatives**. Leur teneur, outre un objectif abolitionniste avoué, devrait venir s'inscrire dans le contexte européen et viser notamment à empêcher la Suisse de participer à un système de défense à ce niveau.¹⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 13.09.1993
MARIANNE BENTELI

Nach ihrer Abstimmungsniederlage auferlegte sich die GSoA eine «reflexive Phase» und **verzichtete in der Folge auf die 1992 angekündigte Lancierung einer Volksinitiative «zur Abschaffung des Zivilschutzes»**. Die Gruppe will sich in nächster Zeit vor allem auf eine aktivere Friedenspolitik im sicherheitspolitischen Umfeld konzentrieren.¹⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 12.03.1994
SERGE TERRIBILINI

Co-fondateur du GSsA, le conseiller national **Andreas Gross (ps, ZH)** a proposé de modifier la stratégie des opposants à l'armée en **adoptant une attitude plus réformiste que strictement abolitionniste**. Il a ainsi envisagé le lancement d'une initiative populaire ayant pour but de laisser les citoyens libres de s'engager dans l'armée et la protection civile ou de participer à d'autres tâches telles que l'aide en cas de catastrophe, l'aide au Tiers-Monde, la protection de la nature, les services sociaux, etc.¹⁸

Bevölkerungsschutz

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 21.07.1993
MARIANNE BENTELI

Nach ihrer Niederlage in der Volksabstimmung vom 6. Juni **verzichtete die «Gruppe für eine Schweiz ohne Armee» (GSoA) vorderhand auf ihre 1992 angekündigte Volksinitiative «zur Abschaffung des Zivilschutzes»**.¹⁹

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Parteien

Grosse Parteien

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 31.12.1985
PETER GILG

Nicht nur ein schärferes Profil, sondern **eine neue Identität suchte man weiterhin in der Sozialdemokratischen Partei (SP)**, die in den letzten Jahren noch ernstere Wahlverluste erlitten hat als die CVP. Dabei kam neben den beiden antagonistischen Flügeln, dem traditionell gewerkschaftlich-sozialpolitischen und dem von den neuen Bewegungen inspirierten «grünen», auch eine Tendenz zum Ausdruck, welche die Partei auf einen pragmatischeren Kurs zu führen strebt. Indem sie auf die Bedürfnisse der Marktwirtschaft eingeht, möchte sie gerade dem kleineren Unternehmertum gegenüber das Image der Wirtschaftsfeindlichkeit abstreifen. Den Kontakt mit einem dynamischen Unternehmertum suchte auch eine Studientagung über die neuen Technologien zu fördern, die von der Präsidentin der Wirtschaftskommission der SPS, L. Uchtenhagen, organisiert wurde, an der aber mit den Referenten N. Hayek und P. Arnold eher die Optik der Grosskonzerne vertreten war. Parteipräsident H. Hubacher forderte seinerseits dazu auf, den Gegebenheiten mehr Rechnung zu tragen. Da die Bevölkerung sich in der Schweiz trotz aller Kritik im Grunde doch wohl fühle, müsse man in der Opposition Mass halten und sich von allzu radikalen Tendenzen – wie etwa einer prinzipiellen Armeegegnerschaft – abgrenzen. Für eine Abgrenzung gegenüber sozialistischen Diktaturen, Bürokratie und utopischen Fixierungen plädierte auch der Genfer Nationalrat R. Longet. Im Sinne der ökologischen Tendenz und zugleich einer praxisnahen Parteitätigkeit gab das Zentralsekretariat ein Handbuch über Umwelt-, Energie- und Verkehrsfragen heraus, das Kommunalpolitikern Informationen und Anregungen bieten soll.²⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 21.09.2011
MARC BÜHLMANN

Uneinig war man sich in der CVP bei der **Militär- und Sicherheitspolitik**. CVP-Stände- und Nationalräte beurteilten Fragen wie die Höhe der Verteidigungsausgaben, die Grösse der Armee und den Zeitpunkt für die Beschaffung der neuen Kampfflugzeuge äusserst unterschiedlich. Parteipräsident Darbellay ärgerte sich öffentlich über die „Armeefreunde“ in der kleinen Kammer, die für eine Aufstockung des Budgets und eine rasche Beschaffung der Flugzeuge votierten, nachdem sich die Partei in ihrer Wahlplattform für eine schlanke Armee ausgesprochen hatte. Schliesslich sorgten im Herbst dann aber auch rund drei Viertel der CVP-Nationalräte dafür, dass dem höheren Armeebudget zugestimmt wurde.²¹

Verbände

Überparteiliche politische Interessen / Think Tanks

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 23.09.2013
JOHANNA KÜNZLER

Im September lehnte das Stimmvolk die Initiative der **Gruppe Schweiz ohne Armee (GSoA)** zur Abschaffung der Wehrpflicht mit äusserst deutlichen 73,2% ab. Laut Exponenten der Organisation habe man die Niederlage zwar erwartet, war aber doch geschockt über das Ausmass der Zurückweisung. Die NZZ kommentierte, dass der schweizerischen Friedensbewegung neue Köpfe fehlen würden: Sie könne für ihre Anliegen nicht mehr so stark mobilisieren wie noch in den 1980er Jahren. Auch die linken Parteien hätten die GSoA im Abstimmungskampf kaum unterstützt. Man müsse sich daher fragen, ob die Leitung der Kampagne gegen die Beschaffung neuer Kampfflugzeuge einer derart angeschlagenen Interessengruppe anvertraut werden sollte.²²

-
- 1) AB NR, 1977, S. 260 ff.; AB NR, 1977, S. 999 f.; BB, III, 1977, S. 470 ff.; Bankverein, Der Monat, 1977, Nr. 5, S. 8 ff.; BZ, 172, 23.7.77; NZZ, 13, 17.1.77 et 299, 21.12.77; LNN, 32, 8.2.77; Bund, 63, 16.3.77; 263, 9.11.77; NZZ, 299, 21.12.77.; E. Gruner / H.-P. Hertig, Die Finanz- und Steuergesinnung des Schweizervolkes, Bern (1977), S. 13 ff.; SAMS-Informationen, 2/1978, Nr. 1
 - 2) BO CN, 1981, p. 538 s.; BO CN, 1981, p. 540 ss.; Chevallaz (1981). Notre armée, un instrument de dissuasion.; Suisse, 19.09.81; BaZ, 21.11.81; NZZ, 04.05., 05.09., 03.10., 16.11.81; Woche, 11.12.81; Suisse, 31.12.81; SZ, 28.03.81; Lib., 12.09.81; Vat., 28.03.81; TA, 28.03., 26.10.81; 24 Heures, 12.09., 19.09.81
 - 3) Presse du 4.2., 1.3., 6.9. et 23.9.91; NZZ, 5.2.91; LNN, 25.2.91; Presse du 19.1.91.
 - 4) Presse des 12.3, 23.3 et 27.8.94; LNN, 15.3, 16.3, 5.8, 24.8 et 29.8.94; LZ, 5.8 et 23.8.94.
 - 5) BO CN, 1998, p. 524; BO CN, 1998, p. 785 ss.; LT, 15.6.98; TG, 11.6.98.
 - 6) Communiqué de presse du CF du 10.4.19; TA, 11.4.19; BaZ, 15.4.19; AZ, NZZ, TG, 16.4.19; WW, 18.4.19
 - 7) TG, 21.12.19
 - 8) Communiqué de presse DDPS du 29.5.20; LT, 4.3., 19.3.20; NZZ, 25.3.20; TG, 2.4.20; LT, 9.4.20; NZZ, 11.4., 15.4.20; LT, NZZ, 21.4.20; NZZ, 23.4.20; Bund, LT, 25.4.20; Lib, 4.5.20; AZ, 11.5.20
 - 9) JdG, 16.11.95; Lib., 20.11.95; presse des 21.11 et 22.11.95; JdG et 24 Heures, 23.11.95.
 - 10) BO CN, 1982, p. 583 s.; Bund, 09.03.82; 24 Heures, 01.06.82; BaZ, 19.06., 21.06., 04.11.82; NZZ, 07.01., 14.04., 21.06., 13.09.82; TW, 14.09.82; SGT, 18.05., 03.06.82; TA, 21.06.82; Lib., 01.07.82
 - 11) Presse vom 1.11.93.
 - 12) JdG et NZZ, 27.2.98; NZZ, 22.4.98; TG, 10.7.98.
 - 13) JdG, 20.1.90.; TA, 15.1., 18.1. et 6.4.90; JdG, 20.1. et 10.4.90; Suisse, 20.1.90; LM, 25.1.90; NZZ, 15.2.90; JdG, 20.1.90.
 - 14) Presse du 7.5. et 8.5.92.
 - 15) BZ, 15.09.83; Ww, 24.01.83; Frei (1983). Friedenssicherung durch Gewaltverzicht? Eine kritische Überprüfung alternativer Verteidigungskonzepte.; Pestalozzi (1982). Rettet die Schweiz - schafft die Armee ab.
 - 16) NQ, 29.10.92; presse du 30.10.92; Presse des 12.9. et 14.9.92.
 - 17) Bund, 9.6.93; TA, 11.6. und 13.9.93; Presse vom 21.6.93.
 - 18) Presse du 12.3.94.
 - 19) Baz, 21.7.93.
 - 20) Bund, 29.4.85; Sonntags-Blick, 12.5., 9.6.85; Blick, 14.5.85; TA, 10.6., 17.6.85; SP-Information, 30.9.85; SGT, 12.10.85.; Handbuch SPS/PSS (1985). Umwelt-, Energie- und Verkehrspolitik in der Gemeinde. Ein Handbuch für Kommunalpolitiker.; Rote Revue, 64/1985
 - 21) TA, 7.7.11; NZZ, 16.8.11; SGT, 2.9.11; SN, 17.9.11; TA, 21.9.11.
 - 22) NZZ, 23.9.13.